

Consultation ARCEP / Complétude

***Question 1 :** Avez-vous rencontré ou avez-vous connaissance de telles problématiques liées à l'application de la règle de complétude des déploiements pour certains types d'habitat ou de zones ? Dans l'affirmative, pouvez-vous les décrire ? Quelles conséquences ont-elles eu sur vos projets de déploiements FttH ?*

Ces problématiques de complétude de la couverture du territoire sont au cœur des préoccupations de TUTOR dans la mesure où notre domaine d'activité est centré sur les zones moins denses et l'accompagnement des collectivités locales. Ces dernières ont le souci de servir l'intégralité de leur territoire et, souvent en priorité, les zones pas ou mal couvertes par le DSL. Ces zones sont, là encore, très souvent des zones très peu denses et rassemblant une densité de lignes relativement faible.

L'équation économique de couverture de ces zones est, pour nous, liée à deux facteurs clés :

- l'intégration dans les zones arrières de PM de tailles suffisantes pour permettre une commercialisation efficace de l'ensemble des prises et un lissage des coûts engendrés ;
- la planification des déploiements en relation étroite avec le besoin exprimé des utilisateurs finals et la commercialisation de services.

En réponse à la question posée et, en fonction du cadre réglementaire actuel, nous considérons que le délai de déploiement de 5 années pour assurer une complétude des zones arrières de PM est raisonnable et compatible avec nos modèles économiques.

En revanche, la définition de complétude nous semble devoir être adaptée pour éviter des déploiements parfois inutiles en phase de premier établissement, mais pouvant être nécessaire lors de la vie du réseau.

Notre proposition¹ en la matière est de considérer comme complète une zone arrière de PM dès lors que l'ensemble des logements qui en font partie soient raccordables en un délai connu, garanti contractuellement par l'opérateur réalisant le déploiement horizontal. Ainsi, il nous paraîtrait raisonnable de pouvoir décrire une zone arrière de PM en donnant pour chaque logement un délai de raccordement qui pourrait être :

- de 5 semaines en condition « standard »
- de 7 semaines en condition « particulière »

¹ L'esprit de cette proposition est repris dans le texte de la consultation. TUTOR s'en était déjà fait le porte parole lors de réunion bilatérale avec l'ARCEP sur l'analyse de certains territoires.





La réglementation pourrait imposer une proportion maximale de sites en condition « particulière », par exemple 15% d'une zone arrière de PM.

Cette approche devrait être associée à une étude complète (niveau APD de réalisation) de la zone où chaque site, qu'il soit en condition « standard » ou en condition « particulière ».

Au delà de cette proposition d'adaptation de la réglementation, nous voudrions également souligner une difficulté souvent corolaire aux zones très peu denses : la partie domaine privé du raccordement. En effet, nous sommes, dans notre expérience, souvent confrontés à des situations de raccordement de sites qui imposent des déploiements de réseau horizontal importants pour desservir un site utilisateur final situé lui-même relativement loin de la limite domaine privé/domaine public. Dans cette situation, les coûts réels de raccordement rendent l'économie globale du projet assez délicate.

En effet, l'opérateur d'infrastructure horizontale est obligé d'assurer la desserte de ce site jusqu'à la limite de propriété. Les coûts de raccordement complet, incluant la partie « domaine privé » peuvent être un facteur bloquant pour le raccordement complet lorsque l'utilisateur final ne veut ou ne peut supporter les coûts de raccordement sur le domaine privé, coûts que l'opérateur commercial ne peut probablement pas envisager d'amortir dans la durée d'un abonnement classique.

Ce type de site existe fréquemment sur les territoires que nous couvrons. Le paradoxe est lié à l'obligation de complétude qui doit permettre le raccordement alors qu'il est patent qu'aucun raccordement commercial ne sera jamais réalisé pour des raisons économiques liées à l'utilisateur final et non nécessairement à l'opérateur d'infrastructure horizontale.

Question 2 : Parmi les définitions proposées, laquelle vous semble la plus pertinente ? Avez-vous connaissance d'autres définitions de l'habitat isolé ?

Il nous semble que la définition 1 adaptée de la philosophie de la définition3 est probablement la meilleure.

La définition 3 fait référence au réseau cuivre de France Télécom. En pratique, cette définition devrait faire référence aux réseaux existants. Il faut prendre en compte l'ensemble des réseaux utilisables ou existants :

- le réseau France Télécom à travers l'utilisation de la mutualisation des infrastructures communes
- les réseaux existants mobilisables
- les infrastructures de collectes réalisées par l'opérateur d'infrastructure horizontale

Ce dernier point est particulièrement important et est spécifique du déploiement en zones peu denses. En effet, lors de l'ingénierie du déploiement, l'opérateur d'infrastructure





dessine de façon coordonnée la découpe des poches, le positionnement des PM et le réseau de collecte permettant la desserte des PM.

Lors des études liées à la réalisation de ce réseau de collecte, il est économiquement peu impactant de prévoir certaines dessertes diminuant sensiblement les coûts de raccordements ultérieurs.

Notre définition des sites isolés est donc une adaptation de la définition 1 qui ajoute une caractéristique d'éloignement du réseau de collecte et ou de desserte prévu. Ainsi, il est possible, études complètes d'une zone réalisée, de connaître la situation exacte d'isolement des sites.

Cette approche fait apparaître une mesure qui n'est pas absolue, mais dépendante de la façon dont le réseau et les déploiements sont envisagés.

Question 3 : Estimez-vous que la solution préconisée permet de répondre aux principaux problèmes identifiés ? Le cas échéant, quels aménagements/compléments serait-il pertinent d'ajouter afin de garantir l'effectivité des objectifs poursuivis ?

Comme indiqué plus haut, cette solution est celle préconisée par TUTOR lors de différents échanges avec l'ARCEP.

Il nous semble cependant important de ne pas perdre de vue les problématiques de raccordement final et de domaine privé dans la réflexion, comme nous l'avons indiqué plus haut.

